

Groupement de commandes

ACCORDS-CADRES DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

ComUE Lyon Saint-Etienne

-
92 rue Pasteur
CS 30122
69361 Lyon Cedex 07
Tél: 04 37 37 26 70



**ABONNEMENT A DES RESSOURCES NUMÉRIQUES POUR
DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

Cahier des Clauses Administratives Particulières Commun à tous les lots

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
1.2 – ACHETEUR PUBLIC	4
1.3 – DECOMPOSITION EN LOTS	5
1.4 – DUREE DES ACCORDS-CADRES	5
1.5 – ETENDUE DE LA CONSULTATION	5
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DE CHAQUE ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 3 : REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)	7
ARTICLE 4 : CONFIDENTIALITE	7
ARTICLE 5 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
5.1 MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD-CADRE	7
5.2 DELAIS D'EXECUTION	8
5.3 EXPIRATION DU DELAI D'EXECUTION	8
5.4 PROLONGATION DES DELAIS	8
5.5 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES	9
5.6 CLAUSE DE REEXAMEN.	9
ARTICLE 6 : PRIX DE L'ACCORD-CADRE	9
6.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	9
6.2 - REVISION DES PRIX	9
6.3 CATALOGUE	10
6.4 CLAUSE DE PRIX PROMOTIONNELS	10
6.5 CLAUSE DE SAUVEGARDE	10
6.6 CLAUSE BUTOIR	11
ARTICLE 7 : MODALITES DE REGLEMENT	11
7.1 REMISE DE LA DEMANDE DE PAIEMENT	11
7.2 - CONTENU DES DEMANDES DE PAIEMENT	12
7.3 - DELAI DE PAIEMENT	13
7.4 - ACCEPTATION DE LA DEMANDE DE PAIEMENT	13
7.5 REGLEMENTS PARTIELS DEFINITIFS ET CONTESTATION	13
7.6 REPARTITION DES PAIEMENTS	13
ARTICLE 8 : AVANCE ET ACOMPTE	14
8.1 AVANCE	14
8.2 ACOMPTE	14
ARTICLE 9 : PENALITES	15
ARTICLE 10 : VERIFICATIONS ET ADMISSION DES PRESTATIONS	15
10.1 - OPERATIONS DE VERIFICATION	15
10.2 – DEROULEMENT DES OPERATIONS DE VERIFICATIONS ET DECISIONS APRES VERIFICATION	16
10.3 – ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET	16

<u>ARTICLE 11 : GARANTIE</u>	16
<u>ARTICLE 12 : ASSURANCES</u>	16
<u>ARTICLE 13 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL</u>	16
<u>ARTICLE 14 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</u>	17
<u>ARTICLE 15 : PROPRIETE INTELLECTUELLE</u>	17
<u>ARTICLE 16 : LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE</u>	17
<u>ARTICLE 17 : CONCILIATION ET REGLEMENT DES LITIGES / PRESTATAIRE ETRANGER</u>	18
<u>ARTICLE 18 : RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE</u>	18
<u>ARTICLE 19 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES</u>	18
<u>ARTICLE 20 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. FOURNITURES COURANTES ET SERVICES</u>	18

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN A TOUS LES LOTS

Article 1 : Dispositions générales

1.1 - Objet de l'accord-cadre

La présente consultation porte sur l'abonnement à des ressources numériques pour des établissements d'enseignement supérieur. L'accord-cadre précise les conditions applicables aux bons de commande qui seront émis.

Les prestations sont décrites en détail dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) commun à tous les lots.

Lieu(x) d'exécution : Région Auvergne-Rhône-Alpes

1.2 – Acheteur public

Les accords-cadres sont conclus par un groupement de commandes, dont le coordonnateur est la ComUE Lyon Saint- Etienne. Cette dernière, outre la passation des contrats, est en charge de leur exécution. Elle sera la seule interlocutrice des titulaires et sera désignée « Pouvoir adjudicateur » dans les pièces contractuelles.

Les membres du groupement sont les suivants :

1. Université Claude Bernard Lyon 1
2. Université Lumière Lyon 2
3. Université Jean Moulin Lyon 3
4. Université Jean Monnet Saint-Etienne
5. Ecole Normale Supérieure de Lyon
6. Ecole Centrale de Lyon / ENISE
7. Institut National des Sciences Appliquées Lyon (INSA Lyon)
8. Institut d'Études Politiques de Lyon
9. Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat (ENTPE)
10. Ecole nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (ENSSIB)
11. Ecole nationale supérieure des arts et techniques du théâtre (ENSATT)
12. ISARA-ISEMA
13. Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Lyon (ENSAL)
14. Ecole nationale supérieure de sécurité sociale (EN3S)
15. Université Catholique de Lyon (AFPICL – UCLy)
16. emlyon business school – Early Makers Group
17. Université Grenoble Alpes - L'Institut polytechnique de Grenoble
18. Institut d'Etudes Politiques de Grenoble - ok
19. L'École Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble (ENSAG)

20. Université Savoie Mont-Blanc

21. VetAgro sup

1.3 – Décomposition en lots

La présente consultation se compose de 5 lots :

<i>Lots</i>	<i>Désignation</i>
Lot n°1	Une base de presse internationale multilingue, de données économiques et de données biographiques en ligne
Lot n°2	Un bouquet pluridisciplinaire de livres électroniques en ligne
Lot n°3	Dictionnaire terminologique en ligne de la langue française actuelle
Lot n°4	Des dictionnaires bilingues en ligne, généralistes et spécialisés
Lot n°5	Un bouquet de livres électroniques en ligne, en informatique

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1.4 – Durée des accords-cadres

Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la date de sa notification, qui constitue le point de départ de son délai d'exécution.

Il peut être reconduit tacitement par périodes successives de 12 mois, dans la limite de trois reconductions ; la durée totale du marché ne pourra donc excéder quatre ans.

Le pouvoir adjudicateur, s'il souhaite ne pas reconduire le marché, en informe le titulaire par écrit au moins 2 mois avant l'échéance de chaque période annuelle.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire le marché, le titulaire ne pourra pas le refuser. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Quelles que soient les raisons ayant motivé la non-reconduction, la validité du contrat court jusqu'au terme de la période en cours.

L'émission de bons de commande sur le fondement du présent marché ne peut se faire que pendant la durée de validité de celui-ci. La durée d'exécution des bons de commande pourra aller jusqu'à six mois au-delà de la durée de validité de l'accord-cadre.

La date prévisionnelle de début d'exécution du marché est estimée autour de janvier 2025.

1.5 – Etendue de la consultation

La présente consultation est lancée selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2124-2-1° du code de la commande publique.

Elle porte sur la conclusion d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande au sens des articles L. 2125-1-1°, et R.2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique.

Montant maximum par lot pour la durée totale du marché :

<i>Lots</i>	<i>Désignation</i>	<i>Montant HT</i>
Lot n°1	Une base de presse internationale multilingue, de données économiques et de données biographiques en ligne	428 000
Lot n°2	Un bouquet pluridisciplinaire de livres électroniques en ligne	640 000
Lot n°3	Dictionnaire terminologique en ligne de la langue française actuelle	20 000
Lot n°4	Des dictionnaires bilingues en ligne, généralistes et spécialisés	56 000
Lot n°5	Un bouquet de livres électroniques en ligne, en informatique	56 000

Article 2 : Pièces constitutives de chaque accord-cadre

Les pièces contractuelles de chaque accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) commun ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) commun ;
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 ;
- L'offre technique et financière (bordereau de prix) du titulaire. Les conditions générales de vente et d'achat du titulaire ne sont pas applicables ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Cet article déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. – F.C.S.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s), offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

La signature de l'acte d'engagement de l'accord- cadre vaut acceptation sans réserve de toutes les pièces et documents contenus dans le dossier de consultation des entreprises.

Seuls les exemplaires originaux des pièces contractuelles ci-avant listées, conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi.

Article 3 : Règlement général sur la protection des données (RGPD)

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable du traitement (RGPD) :

- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions documentées du responsable du traitement ;
- Garantir la confidentialité et la sécurité des données (pseudonymisation, chiffrement...) ;
- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut ;
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement ;
- Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués ;
- Apporter l'assistance au responsable du traitement pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : rectification, effacement, etc. ;
- Mettre à la disposition du responsable du traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

Les parties devront se conformer au règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016 ainsi qu'à la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, conformément à l'article 5 du C.C.A.G.- F.C.S.

Article 4 : Confidentialité

Conformément à l'article 5.1 du CCAG – F.C.S, le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et le cas échéant ses sous-traitants et/ou ses fournisseurs au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions, dont il a ou aura eu la connaissance durant l'exécution du marché.

Il est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

Article 5 : Conditions d'exécution des prestations

5.1 Mise en œuvre de l'accord-cadre

Chaque accord-cadre sera mis en œuvre au moyen de bons de commande.

Ces derniers sont signés et notifiés par toute personne habilitée à cette fin par le pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution de l'accord-cadre concerné.

Conformément à l'article 3.7 du C.C.A.G.-F.C.S, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commandes qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commandes sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Chaque bon de commande est transmis par l'un des moyens ci-dessous :

- transmission par courrier recommandé avec accusé de réception
- transmission par mail avec accusé de réception
- remise directe au titulaire contre récépissé

Un bon de commande peut à tout moment être modifié par un bon de commande rectificatif, et ce sans indemnité.

5.2 Délais d'exécution

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG-FCS, les délais d'exécution pour chacun des lots sont déterminés à partir de la notification du bon de commande, sauf si celui-ci prévoit une date différente.

5.3 Expiration du délai d'exécution

Les dispositions de l'article 13.2 du CCAF-FCS., sont applicables au présent accord-cadre.

5.4 Prolongation des délais

Les modalités de prolongation du délai d'exécution sont celles prévues à l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de

quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, à l'acheteur la durée de la prolongation demandée.

L'acheteur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

5.5 Prestations supplémentaires ou modificatives

Les dispositions de l'article 23 du CCAF-FCS., sont applicables au présent accord-cadre.

5.6 Clause de réexamen.

Conformément à l'article L.2194-1 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre pourra être modifié, quel que soit le montant de cette modification, dans les conditions fixées à l'article 25 du C.C.A.G. F.C.S.

Article 6 : Prix de l'accord-cadre

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet de bons de commande seront réglées par application des prix proposés par chaque titulaire aux quantités réellement commandées.

Les prix s'entendent pour des prestations exécutées dans les conditions prévues aux cahiers des charges. Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG-FCS., ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

En cas de cotraitance, les prix de chaque accord-cadre sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire concerné des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

6.2 - Révision des prix

Les prix du marché sont révisables.

Le prix est révisable annuellement à la date anniversaire du marché selon la formule suivante :

$$P = P_0 [0.10 + 0.90 (S/S_0)]$$

P= Prix révisé

Po= Prix d'établissement du marché initial à la date de remise des offres

S = Représente la valeur du dernier indice SYNTEC publié

So = Représente la valeur de l'indice SYNTEC connu à la date de remise des offres

Le titulaire transmet à l'acheteur public les éléments relatifs à la révision des prix. Tant que la ComUE Lyon Saint-Etienne n'a pas reçu ces éléments de révision de prix de la part du titulaire, les commandes et les factures correspondantes sont émises sur la base des prix en vigueur.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du mandatement (ou du paiement), la personne publique procède au règlement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue. La personne publique procède à la révision définitive dès que les index seront publiés

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

6.3 Catalogue

Le titulaire devra fournir un catalogue actualisé à chaque révision annuelle des prix, si le contenu de celui-ci a été modifié. Cette mise à jour sera pertinente en cas de changement des prix ou des produits proposés.

6.4 Clause de prix promotionnels

Le titulaire de l'accord-cadre est encouragé à proposer à la ComUE Lyon Saint-Étienne des offres promotionnelles (prix ou rabais) dans les mêmes conditions à celles accordées à d'autres clients grands comptes, tout en assurant la même qualité de produits.

Ces offres doivent être faites uniquement si elles sont plus avantageuses que les prix établis dans les dispositions contractuelles.

Le tarif le plus favorable sera retenu.

Les promotions seront appliquées conformément aux articles L.441-1 à L.441-7 du Code de commerce et aux lois et règlements en vigueur.

6.5 Clause de sauvegarde

Lorsque la hausse des prix (révision) a pour effet de majorer de plus de cinq pour cent (5%) par an les prix unitaires précédemment appliqués, le pouvoir adjudicateur se réserve la

possibilité de résilier en partie ou en totalité les présents accords-cadres, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

6.6 Clause butoir

Le Pouvoir adjudicateur admettra, lors de la révision, une augmentation maximale des prix du titulaire de 5%. Si les prix des abonnements venaient, lors de la révision, à dépasser l'augmentation de 5% fixée ci-dessus, il serait fait application de ce butoir sur les prix initiaux pour déterminer les nouveaux prix de l'accord-cadre.

Article 7 : Modalités de règlement

7.1 Remise de la demande de paiement

Le calcul des sommes dues est établi par le titulaire. Les demandes de paiement sont à adresser à la ComUE Lyon Saint -Etienne.

La remise d'une demande de paiement intervient après l'admission des prestations. Le titulaire notifie alors au pouvoir adjudicateur une demande de paiement établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution de ces prestations.

Le titulaire transmet ses factures sous forme électronique en utilisant le portail CHORUS PRO. Il permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mis gratuitement à la disposition des fournisseurs et prestataires.

En complément du C.C.A.G.-F.C.S., il pourra être demandé au titulaire, en cours d'exécution du marché, d'adhérer à un système d'échange de données informatiques (type GESPRO) pour la saisie des demandes de paiements. Le titulaire ne pourra s'y opposer.

Cette plate-forme notifie au Titulaire la réception des documents envoyés, afin de disposer d'une preuve de leur transmission et de la date de leur transmission.

Ces demandes de paiement (factures) seront adressées à l'adresse suivante :

**ComUE Lyon Saint Etienne
Service Financier
92 rue Pasteur
CS 30122
69361 LYON Cedex 07**

7.2 - Contenu des demandes de paiement

Les demandes de paiement (factures) sont établies et remises par le titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions légales et aux conditions de l'article 11.4 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les demandes de paiement seront établies par chaque titulaire en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les références de l'accord-cadre, du lot et du bon de commande concerné ;
- la désignation du débiteur (pouvoir adjudicateur) ;
- le nom ou la raison sociale du créancier, le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers et, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro de son compte bancaire, tel qu'il est mentionné dans l'acte d'engagement ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- le montant des prestations admises, ou en cas d'acomptes, montant des prestations effectuées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections éventuelles, ainsi que le montant total TTC des prestations exécutées ;
- les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Pour la demande de paiement pour solde ou demande de paiement partiel définitif : un récapitulatif mentionnant les éventuels acomptes perçus ainsi que la somme à percevoir.

Les demandes de paiement afférentes au règlement des prestations seront établies en un original.

L'absence d'une des mentions obligatoires, et plus particulièrement la référence du marché, entraîne le renvoi de la facture et suspend le délai de paiement jusqu'à réception d'une nouvelle facture conforme aux prescriptions ci-dessus énoncées.

Cette seconde facture devra porter la date réelle de son émission et non la date de la facture initiale.

7.3 - Délai de paiement

Après réalisation de la prestation, le paiement sera effectué dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la demande d'acompte ou de la facture par la ComUE Lyon Saint-Etienne, sauf désaccord du service gestionnaire du marché.

Conformément à l'article L2192-13 du Code de la commande publique, en cas de retard dans les paiements, le titulaire bénéficiera, sans formalités, du versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dans les conditions prévues aux articles R2192-31 à R2192-36 du même code.

7.4 - Acceptation de la demande de paiement

L'acheteur public accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les réfections imposées.

Notamment, en cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

L'acheteur public arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au titulaire.

7.5 Règlements partiels définitifs et contestation

Dès l'admission de la prestation, le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur sa demande de paiement.

Chaque bon de commande fait l'objet d'un paiement partiel définitif.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, l'acheteur public règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

7.6 Répartition des paiements

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est transmise par le mandataire.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur public, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants.

L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Article 8 : Avance et acomptes

8.1 Avance

Option A

Sauf refus du titulaire, une avance sera versée selon les modalités définies ci-après.

Une avance sera versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique. L'avance est accordée en une seule fois. Elle est calculée sur la base du montant initial HT du marché ou du bon de commande concerné lorsqu'il est supérieur à 50.000 euros H.T., et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance sera de 5 % du montant TTC.

Dans le cas où le titulaire du marché ou son sous - traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R2191-7 du code de la commande publique, le montant de l'avance est porté à 30% du montant TTC du marché ou du bon de commande concerné.

Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, ou au sous-traitant le cas échéant, et intervient lorsque le montant des prestations exécutées est compris entre 65 % et 80 % du montant TTC du marché ou du bon de commande concerné.

En cas de sous- traitance, si le sous-traitant agréé souhaite bénéficier de l'avance, il présente sa demande de versement de l'avance au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire concerné indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

En cas de sous-traitance, si le sous-traitant agréé souhaite bénéficier de l'avance, il présente sa demande de versement de l'avance à l'acheteur public. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

8.2 Acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. La périodicité du versement des acomptes est fixée à trois mois.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

Lorsque le titulaire remet à l'acheteur public une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Article 9 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire ne saurait être exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de non-respect du délai imparti pour l'accès à un abonnement, le titulaire concerné pourra subir sans mise en demeure une pénalité égale à 3% du montant annuel de l'abonnement concerné (de l'établissement pour lequel un retard a été observé) du bon de commande par jour calendaire de retard.

En cas d'indisponibilité totale ou partielle en cours abonnement, pendant une durée supérieure à 72 heures ouvrées consécutives, le titulaire concerné subira sans mise en demeure une pénalité égale à 3% du montant annuel de l'abonnement concerné (de l'établissement pour lequel un retard a été observé) du bon de commande par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas d'indisponibilité en cours abonnement, pendant une durée supérieure à 15 jours consécutifs ou non pour un ou plusieurs établissements, le titulaire concerné subira sans mise en demeure une pénalité forfaitaire de 200€ pour chaque établissement concerné.

Pour chaque autre manquement d'un titulaire à ses obligations au titre de l'accord-cadre concerné autre que le non-respect d'un délai d'exécution, la ComUE Lyon Saint-Etienne peut exiger, après mise en demeure restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire journalière par manquement de 50€.

Article 10 : Vérifications et admission des prestations

10.1 - Opérations de vérification

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché. Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues par les documents particuliers du marché. A défaut d'indication dans le marché, les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession pour les fournitures courantes ou services en cause.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par l'acheteur sur les prestations livrées au titre du marché.

L'ensemble des conditions relatives aux opérations de vérification sont celles prévues aux articles 27.1 et 27.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

Par dérogation à l'article 27.3 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire concerné n'assistera pas aux opérations de vérification.

10.2 – Déroulement des opérations de vérifications et décisions après vérification

Les dispositions des articles 28 et 29 du C.C.A.G.-F.C.S. sont applicables au présent accord-cadre.

10.3 – Admission, ajournement, réfaction et rejet

Suite aux vérifications, les décisions de réception, d'ajournement ou de rejet seront prises dans les conditions prévues à l'article 30 du C.C.A.G.-F.C.S., par le pouvoir adjudicateur.

Article 11 : Garantie

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Il sera fait application de l'article 33 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 12 : Assurances

Conformément à l'article 9 du C.C.A.G.- T.I.C., le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur public et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du C.C.A.G. – T.I.C, le titulaire aura justifié être détenteur de ces contrats d'assurances par la production d'une ou plusieurs attestations établissant l'étendue de la responsabilité garantie (avec indication de la nature, de la durée et des montants des garanties) avant l'attribution du présent marché.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur public et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 13 : Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les prescriptions de l'article 6 du C.C.A.G.- F.C.S. s'appliquent au présent accord-cadre.

Article 14 : Protection de l'environnement

Les prescriptions de l'article 7 du C.C.A.G.- F.C.S. s'appliquent au présent accord-cadre.

Article 15 : Propriété intellectuelle

Les prescriptions des articles 34 à 37 du C.C.A.G.-F.C.S., s'appliquent au présent accord-cadre, et elles définissent les modalités d'exécution ainsi que les exigences contractuelles auxquelles le titulaire est tenu de se conformer.

Article 16 : Lutte contre le travail dissimulé

L'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit modifie l'article L. 8222-6 du code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé.

En application de ces nouvelles dispositions, il sera appliqué le dispositif suivant :

Avant la signature du contrat :

La ComUE Lyon Saint-Etienne sollicite de l'attributaire de l'accord-cadre, la production des pièces établissant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, qu'il est en conformité avec la réglementation du code du travail relative au travail dissimulé et qu'il ne fait l'objet d'aucune interdiction de concourir mentionnée à cette rubrique.

En cours d'exécution du contrat :

- 1 Le pouvoir adjudicateur demande aux titulaires de l'accord-cadre, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, les mêmes pièces que celles exigées lors de la signature du contrat.
- 2 Dans le cas où un agent de contrôle lui signale qu'un titulaire (ou ses sous-traitants) ne respecte pas leurs obligations, la ComUE Lyon Saint-Etienne le mettra en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de régulariser sa situation et d'en apporter la preuve (fourniture des mêmes pièces justificatives à jour).

Au cas où un titulaire n'aurait pas donné suite à cette injonction, en régularisant la situation, l'établissement peut :

- a) appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 300 €, dans les limites suivantes :
 - le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du contrat ;
 - le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1 , L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.
- b) résilier l'accord-cadre sans indemnités, aux frais et risques du titulaire concerné.

Article 17 : Conciliation et règlement des litiges / prestataire étranger

En cas de différends ou litiges, les dispositions de l'article 46 du C.C.A.G.-F.C.S. s'appliquent.

En outre, en cas de litige avec un prestataire étranger, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Tous les documents, notices et correspondances relatifs à chaque accord-cadre sont rédigés en français.

Article 18 : Résiliation de l'accord-cadre

Chaque accord-cadre pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur selon les modalités indiqués du Chapitre 7 (articles 38 à 45) du C.C.A.G.-F.C.S.

Un bon de commande pourra être résilié, sans indemnité, dans un délai de 15 jours au moins avant l'ouverture de l'accès.

Article 19 : Exécution aux frais et risques

Le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter les prestations des accords-cadres aux frais et risques du titulaire concerné, dans les conditions prévues à l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S

Article 20 : Dérogations au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

Les dérogations au C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles ci-après du C.C.A.P., s'appliquent aux articles suivants :

Article 2. Pièces constitutives de l'accord-cadre	Article 4.1
Article 9. Pénalités	Article 14 et 14.1.3
Article 10.1. Opérations de vérification	Article 27.3
Article 12. Assurance	Article 9.2